

Cote du document: EB 2021/134/R.14
Point de l'ordre du jour: 6 d)
Date: 15 décembre 2021
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Résumé des propositions de projets et programmes examinées lors de la consultation du Conseil d'administration, tenue le 7 décembre 2021

Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Donal Brown

Vice-Président adjoint
Département de la gestion des programmes
téléphone: +39 06 5459 2448
courriel: d.brown@ifad.org

Enika Basu

Conseillère technique principale auprès
du Vice-Président adjoint
Département de la gestion des programmes
téléphone: +39 06 5459 2744
courriel: e.basu@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre Mc Grenra

Cheffe
Gouvernance institutionnelle
et relations avec les États membres
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Conseil d'administration — Cent trente-quatrième session
Rome, 13-16 décembre 2021

Pour: **Examen**

Résumé des propositions de projets et programmes examinées lors de la consultation du Conseil d'administration, tenue le 7 décembre 2021

I. Introduction

1. Conformément à la pratique, une séance informelle de consultation a été organisée en ligne pour permettre aux représentants au Conseil d'administration de discuter de manière approfondie des programmes d'options stratégiques pour les pays (COSOP) et des propositions de projets souverains et non souverains avant la cent trente-quatrième session du Conseil. Les discussions ont porté sur: les COSOP pour le Guatemala, le Maroc et le Togo, ainsi que sur les projets d'investissement en faveur du Burundi, du Ghana, d'Haïti, de l'Inde, du Kenya, de Madagascar (financement additionnel), du Nigéria, du Pakistan, du Sénégal et du Viet Nam. Pour la première fois, des propositions au titre du guichet des opérations non souveraines du FIDA – pour Madagascar et le Mozambique – ont également été présentées pour examen.
2. Étaient présents à la réunion les représentants de 12 États membres et 8 représentants d'États concernés par les COSOP et propositions examinés¹. La consultation s'est tenue sous la conduite du Vice-Président adjoint responsable du Département de la gestion des programmes (PMD), en présence de la Vice-Présidente adjointe responsable du Département de la stratégie et des savoirs (SKD), des directeurs et directrices, des directeurs et directrices de pays et responsables techniques de projets des divisions concernées de PMD et SKD, du Secrétaire du FIDA et d'autres membres du personnel du Fonds.
3. En raison du grand nombre de projets et de COSOP inscrits à l'ordre du jour, les présentations ont été regroupées par région. Les représentants ont été invités à formuler des observations et à examiner chaque série de projets et programmes à l'issue de leur présentation. La durée des présentations a été limitée, afin de laisser suffisamment de temps pour les discussions.
4. La consultation s'est distinguée, d'une part, par le volume des projets passés en revue ainsi que par l'éventail des régions et des types de projets couverts et, d'autre part, par la présentation d'un programme innovant de prêts axés sur les résultats. Les projets menés au titre des opérations non souveraines ont donné lieu à de fructueuses discussions sur l'exposition du FIDA au risque de change et la gestion de ce risque, ainsi que sur les moyens de faire en sorte que ces investissements profitent aux principales parties prenantes du FIDA, à savoir les petits exploitants agricoles et les petits entrepreneurs.
5. Dans l'ensemble, les représentants ont exprimé des avis favorables. Les discussions ont permis à la direction de mettre l'accent sur certains aspects importants des opérations envisagées et de donner des précisions à leur sujet. Elles ont fait ressortir l'importance majeure accordée à la lutte contre les changements climatiques dans le cadre des projets. La direction a saisi l'occasion pour préciser que le Fonds avait relevé ses objectifs en matière de financement climatique pour la Douzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA12). Elle a remercié les représentants pour leurs précieuses contributions qui permettront d'améliorer la conception à l'avenir et de renforcer le suivi de l'impact des investissements axés sur l'adaptation aux changements climatiques.
6. Il est également ressorti des discussions que tous les projets témoignaient d'une meilleure collaboration et de cofinancements accrus avec les principaux partenaires opérant dans le même secteur et dans les zones ciblées. Les importants volumes

¹ Pays des représentants au Conseil d'administration présents à la réunion: Allemagne, Canada, Costa Rica, Égypte, États-Unis d'Amérique, France, Inde, Mexique, Nigéria, Pays-Bas, Royaume-Uni et Suède.

de cofinancement présentés lors de la consultation, que ce soit avec le secteur privé (Inde et Kenya), la Banque islamique de développement, la Banque africaine de développement et l'Association internationale de développement (Nigéria et Sénégal) ou encore des partenaires bilatéraux (Viet Nam) en sont une illustration. Même si le FIDA a tout fait pour assurer la coordination et la consultation avec les principaux partenaires, les représentants ont formulé quelques suggestions utiles auxquelles la direction entend donner suite. Les budgets alloués à la conception des projets et leur adéquation eu égard au nombre croissant de questions à traiter ont également soulevé quelques interrogations.

7. Les membres du Conseil d'administration ont accueilli favorablement les projets et posé des questions sur la manière dont le FIDA avait veillé à ce que les parties prenantes puissent participer à leur conception, compte tenu des restrictions dues à la COVID-19. La direction a expliqué que les équipes de pays avaient dû travailler en étroite coopération avec les partenaires publics et consultants locaux afin de faire en sorte que les acteurs locaux soient suffisamment consultés lors de la conception des projets.
8. Préalablement à la consultation, les membres du Conseil d'administration ont en outre transmis par voie électronique aux équipes de pays leurs observations techniques détaillées concernant certains projets, observations auxquelles il a été répondu dans les 48 heures.
9. Les principaux points soulevés lors des discussions sont résumés ci-après pour examen par les membres avant la tenue de la cent trente-quatrième session du Conseil d'administration. Le présent document sera actualisé après la session pour tenir compte des observations complémentaires formulées par les représentants à cette occasion.

II. Résumé des propositions et des discussions

A. Asie et Pacifique

Pakistan: Projet de transformation économique des zones rurales du Khyber Pakhtunkhwa (EB 2021/134/R.38)

10. Ce projet, dont le coût total s'élève à 185,82 millions d'USD (dont un prêt du FIDA à hauteur de 84,19 millions d'USD), couvrira tous les districts de la province du Khyber Pakhtunkhwa et devrait profiter à 785 000 ménages. Étalaé sur sept ans, il vise à favoriser le développement de l'agroentrepreneuriat et à promouvoir l'emploi par l'acquisition de compétences, en tenant compte des enjeux nutritionnels et des jeunes.
11. En réponse aux observations, la direction a confirmé que l'équipe de projet s'efforcerait de créer des synergies avec un projet en cours qui bénéficie de l'appui de l'Agence allemande de coopération internationale, et de faire siens les enseignements tirés d'autres initiatives menées par les partenaires dans le pays. Elle a ajouté que la question des risques climatiques serait abordée dans le cadre de la planification des activités et des mesures d'atténuation des risques environnementaux. Étant donné l'insécurité qui règne dans certaines régions, le projet mêlera diverses modalités d'exécution et il sera régulièrement procédé à une évaluation des risques.

Inde: Projet de dynamisation de l'entrepreneuriat rural (EB 2021/134/R.39)

12. Ce projet vise à renforcer la résilience de 560 000 ménages ruraux de l'État de l'Uttarakhand en diversifiant leurs sources de revenus grâce à la mise en place de systèmes de production déployés en grappes et résilients face aux aléas climatiques, ainsi qu'à la promotion des entreprises agricoles et non agricoles. Le prêt du FIDA, d'un montant de 105 millions d'USD, a obtenu, par effet de levier, un important cofinancement national de la part du Gouvernement indien, des bénéficiaires eux-mêmes, des banques et d'autres programmes convergents, le

montant total des investissements s'établissant à 378 millions d'USD sur une période de sept ans.

13. Durant la discussion, la direction a confirmé que le projet suivrait une approche climato-compatible et mettrait l'accent sur l'agroécologie. S'appuyant sur les modèles de culture traditionnels, le projet encouragera les technologies qui font appel au recyclage et exigent moins de main-d'œuvre (pas de labour ni de paillis organiques) ainsi que la diversification des cultures, l'agroforesterie, les cultures mixtes, les engrais verts, l'agriculture de conservation et l'amélioration des races, ce qui devrait renforcer les synergies et générer des gains d'efficacité. La direction a également expliqué que, compte tenu des restrictions liées à la COVID-19, le projet avait eu recours, pour sa conception, aux structures locales de consultation déjà créées pour un précédent projet. Cela avait permis d'organiser des réunions virtuelles avec des collectifs d'appui aux moyens d'existence et des échanges en ligne intensifs avec des partenaires de projet et des organismes d'aide au développement.

Viet Nam: Projet de transformation pour une agriculture climato-compatible dans le delta du Mékong (EB 2021/134/R.40)

14. D'un coût total de 136,4 millions d'USD (dont un prêt du FIDA de 43 millions d'USD), ce projet vise à reproduire à grande échelle le Projet en faveur de l'adaptation au changement climatique dans les provinces de Ben Tre et Tra Vinh dans le delta du Mékong financé par le FIDA, qui s'est achevé en 2020 sur de bons résultats. Il sera déployé sur cinq ans dans une région hautement vulnérable aux effets des changements climatiques. Il profitera directement à 60 000 ménages de petits exploitants agricoles (soit près de 210 000 personnes), et une attention particulière sera accordée aux femmes, aux jeunes et aux minorités ethniques. Le projet suivra une approche climato-compatible qui mise sur: i) une hausse durable de la productivité et des revenus agricoles, ii) l'adaptation aux changements climatiques et l'acquisition de capacités de résistance à ces derniers, iii) une réduction ou la suppression des émissions de gaz à effet de serre.
15. Les représentants se sont félicités de la participation active du FIDA aux démarches menées par le groupe de travail sur le delta du Mékong pour assurer la coordination des efforts avec les pouvoirs publics et autres partenaires. Il a été demandé à la direction de préciser quelles sont les pratiques agricoles climato-compatibles qui seront encouragées dans le cadre du projet, et de fournir l'assurance qu'une collaboration approfondie avec le ministère concerné permettra d'éviter que le démarrage du projet ne soit retardé par les processus d'approbation. La direction a ajouté que la préparation de l'exécution serait également facilitée par les moyens déjà mis en place pour un autre projet du FIDA.

B. Afrique de l'Ouest et du Centre

Ghana: Promouvoir les perspectives, les bénéfices durables et la résilience environnementale dans le monde rural (EB 2021/134/R.45)

16. Ce projet, d'un montant de 147,35 millions d'USD, dont une enveloppe de 52,5 millions d'USD financée par le FIDA, vise à renforcer l'intégration, la résilience face aux changements climatiques et la viabilité environnementale des petites exploitations agricoles et des entreprises dans les filières prioritaires de la Northern Belt (au nord) et de la Middle Belt (au centre du pays). Il profitera à près de 100 000 personnes, dont 40% de femmes, 30% de jeunes et 5% de personnes handicapées.
17. En réponse aux observations, la direction a précisé que le cofinancement du Gouvernement ghanéen était destiné à des activités qu'il était généralement préférable de faire financer par les pouvoirs publics, principalement sous forme de contributions en nature, mais également sous forme d'aides pécuniaires limitées. Il a été expliqué aux membres du Conseil d'administration que le projet traiterait aussi bien des questions liées au climat que des volets relatifs aux filières. Des

informations et des activités portant sur le renforcement des capacités dans ces domaines seront proposées à tous les bénéficiaires du projet. S'agissant de la coordination avec d'autres projets, la direction a noté que le FIDA s'employait très activement, au sein du groupe de travail sectoriel, à faire en sorte d'agir en étroite concertation et coordination avec les partenaires.

Nigéria: Programme de mise en place des zones spéciales de transformation agro-industrielle (EB 2021/134/R.46)

18. Ce programme a pour objectifs de soutenir la création de zones spéciales de transformation agro-industrielle dans les lieux de forte production alimentaire et de donner aux petits exploitants et petits opérateurs, notamment les femmes et les jeunes, les moyens de prendre part à cette dynamique. Le FIDA se concentrera sur les États de Kano et d'Ogun, et ciblera près de 100 000 bénéficiaires directs et 500 000 bénéficiaires indirects. Le programme comprend deux composantes techniques: i) le développement et la gestion d'infrastructures dans les pôles agro-industriels, ii) la productivité agricole, la production, les liens avec le marché et la valeur ajoutée. La troisième composante traite de l'appui à l'élaboration des politiques et au développement institutionnel. Le coût total du programme s'élève à 541 millions d'USD, le FIDA contribuant à hauteur de 100 millions d'USD.
19. Les représentants ont salué la collaboration étroite établie avec la Banque africaine de développement. La direction a noté que le FIDA avait procédé à des évaluations supplémentaires pour compléter les études réalisées en amont par la Banque en matière environnementale et sociale, afin de garantir la conformité du programme au regard des directives du FIDA. L'éventuel impact environnemental que pourraient entraîner les interventions du FIDA dans le cadre du projet serait limité, réparable, propre au site et lié à la production (notamment les questions d'aménagement du territoire et de gestion des produits agrochimiques), ainsi qu'aux installations de transformation des produits agricoles (utilisation de bois de chauffage, gestion des déchets et effluents, ou encore environnement de travail insalubre). D'autres risques ont trait à la construction d'infrastructures de marché, notamment des routes de desserte, et à des travaux d'irrigation et de drainage à petite échelle. La direction a par ailleurs fait état des mesures rigoureuses d'atténuation des changements climatiques qui seraient mises en œuvre dans le cadre du programme.

Sénégal: Programme de compétitivité de l'agriculture et de l'élevage axé sur les résultats (EB 2021/134/R.47)

20. Ce programme axé sur les résultats a été conçu en collaboration avec la Banque mondiale. Le FIDA contribuera à hauteur de 23 millions d'USD à la composante de 150 millions d'USD d'un projet en cours de la Banque mondiale. L'objectif du programme est d'améliorer la productivité et l'accès au marché pour les filières de produits prioritaires et l'élevage dans le bassin arachidier étendu et les zones agropastorales. Quelque 950 000 agriculteurs (dont 50% de femmes) en bénéficieront. Le groupe cible comprend un large éventail de parties prenantes, de petits propriétaires de coopératives, d'instituts de recherche et de commerçants.
21. La direction a expliqué, au cours de la discussion, que les indicateurs de résultat étaient conformes aux politiques et objectifs nationaux et que des activités de renforcement des capacités étaient prévues pour faciliter leur suivi. Elle a également confirmé la mise en place des garanties environnementales requises.

Togo: Programme d'options stratégiques pour le pays (EB 2021/134/R.29)

22. Le programme d'options stratégiques pour le Togo, qui couvrira la période 2022-2027, reposera sur un ciblage géographique non sélectif et sur l'optimisation du potentiel économique. Il profitera à quelque 150 000 exploitations familiales (environ 800 000 personnes) et aura pour objectif d'accélérer la transformation de l'agriculture familiale et d'œuvrer pour l'adaptation aux changements climatiques.

Le COSOP s'inscrit dans le droit fil de la vision stratégique du pays et des priorités nationales, et est en phase avec le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable.

23. Les représentants ont salué l'accent mis par le COSOP sur la prise en compte des informations données en retour par ses bénéficiaires et sur la promotion de la transformation de l'agriculture familiale. La direction a pris note des recommandations formulées par les représentants appelant à mettre plus en avant les solutions informatiques au service de l'agriculture et à privilégier la valeur ajoutée au niveau local en choisissant des filières liées aux petites et moyennes entreprises de transformation locales et en favorisant les engagements contractuels entre les agriculteurs et ces entreprises.

C. Proche-Orient, Afrique du Nord, Europe

Maroc: Programme d'options stratégiques pour le pays (EB 2021/134/R.28)

24. Le programme d'options stratégiques pour le Maroc, qui couvrira la période 2022-2027, arrive à point nommé, alors qu'un nouveau modèle de développement, baptisé Génération Green 2020-2030, s'impose comme la toute première stratégie du pays en matière de développement agricole. En outre, ce COSOP s'appuie sur les recommandations formulées par le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA dans l'évaluation de la stratégie et du programme de pays menée en 2020. Il entend promouvoir le capital social et humain, renforcer la compétitivité, améliorer l'accès aux marchés et aux sources de financement des petits exploitants agricoles et éleveurs des zones montagneuses, et favoriser la durabilité environnementale et la résilience climatique.
25. Aucune observation particulière n'a été formulée de la part des membres du Conseil d'administration, si ce n'est pour saluer la qualité du COSOP, ainsi que l'étroite collaboration entre le FIDA et le Gouvernement marocain dans le cadre de la conception du document.

D. Afrique orientale et australe

Burundi: Programme de développement de l'entrepreneuriat rural (EB 2021/134/R.41)

26. L'objectif en matière de développement est de promouvoir de manière équitable et sans exclusive l'entrepreneuriat des jeunes, et de favoriser un environnement propice à l'essor des entreprises agropastorales afin de renforcer la capacité de résistance des populations rurales pauvres les plus vulnérables. Le programme touchera 85 000 ménages, dont 80 000 bénéficiaires directs et 5 000 prestataires de services. Les femmes constituent la moitié des bénéficiaires directs du projet, et les jeunes 30%.
27. Les représentants ont mesuré toute l'importance de ce programme et ont été sensibles au fait qu'il mette l'accent sur la jeunesse.

Kenya: Mécanisme en faveur de l'inclusion financière dans les zones rurales du pays (EB 2021/134/R.42)

28. Ce projet fait partie des instruments qui seront mis en place pour garantir la disponibilité de services financiers adéquats à l'appui de la transformation et de la croissance prévues de l'économie rurale du pays. Il articule deux dispositifs d'investissement en milieu rural. Le premier est un mécanisme de garantie du crédit rural, qui consiste à assurer le partage des risques de manière à promouvoir l'innovation en milieu rural et à mobiliser des fonds auprès d'institutions financières. Le second est un mécanisme de financement vert qui allègera les contraintes de liquidité et encouragera les petits exploitants et les microentreprises à investir dans des activités climato-compatibles et respectueuses de l'environnement, tout en favorisant un accès équitable aux services financiers pour les femmes comme pour les hommes.

29. Au cours de la discussion, la direction a donné des précisions sur la composante du projet visant à soutenir les institutions financières rurales: elle permettra aux bénéficiaires de recevoir une aide pour élaborer des plans d'activité simples et viables incluant des investissements verts, qui seront soumis aux institutions financières participantes. S'agissant de l'atténuation des risques climatiques, la direction a confirmé que les membres du groupe cible bénéficieront d'une formation et de services de conseil pour renforcer leur capacité d'adaptation. La gestion des risques associés aux changements climatiques sera intégrée dans la stratégie de gestion environnementale et sociale des institutions financières participantes.

Madagascar: Programme de développement de filières agricoles inclusives - Financement additionnel (EB 2021/134/R.43)

30. Un financement additionnel a été sollicité pour le Programme de développement de filières agricoles inclusives (DEFIS), à savoir un prêt de 61 millions d'USD à des conditions particulièrement concessionnelles et un don de 22 millions d'USD relevant du Cadre pour la soutenabilité de la dette. Le DEFIS (2018-2028), dont le coût s'élève à 250 millions d'USD, est cofinancé par le Fonds de l'OPEP pour le développement international, le Fonds vert pour le climat et le Gouvernement malgache. Il vise à améliorer la productivité des exploitations familiales en ce qui concerne les cultures et l'élevage et à les intégrer au sein de filières rentables. Il devrait profiter à 1,6 million de personnes, dont 30% de femmes et 30% de jeunes. Le financement additionnel, qui sera utilisé pour transposer des opérations à grande échelle, doit combler le déficit de financement qui avait été intégré dans le programme lors de sa conception.
31. Pendant la discussion, les membres ont approuvé l'approche retenue dans le cadre du programme consistant à miser sur les filières, approche qui reflète bien les priorités sectorielles du pays. Répondant aux observations relatives à la coopération, la direction a confirmé que le FIDA continuerait à travailler en étroite collaboration avec les principaux partenaires, notamment l'Agence allemande de coopération internationale, pour créer les conditions propices à des synergies et veillerait à ce que les efforts déployés pour obtenir un cofinancement supplémentaire du Fonds vert pour le climat aillent de pair avec ceux engagés par les principaux partenaires.

E. Opérations non souveraines

SOAFIARY: Inclusion des petits exploitants agricoles dans les filières à Madagascar (EB 2021/134/R.15)

32. La SOAFIARY est une entreprise agroalimentaire de taille moyenne spécialisée dans l'achat, la production et la vente de divers produits agricoles destinés à la vente et à l'exportation. Dans le cadre de son modèle économique, cette entreprise forme des petits exploitants agricoles, leur fournit les équipements et intrants agricoles nécessaires pour exploiter 4 100 hectares de terres appartenant à une église catholique locale et achète leur production. L'investissement proposé consiste en un prêt de premier rang d'un montant maximal de 3,5 millions d'EUR pour couvrir les besoins en capitaux dont l'entreprise a besoin pour développer ses activités de production et d'achat de céréales et de légumineuses auprès de petits fournisseurs et élargir son rayon d'action. L'investissement devrait profiter à 5 000 petits exploitants agricoles entre 2022 et 2025, dont 35% de femmes et 30% de jeunes.
33. Au cours de la discussion, la direction a précisé qu'elle veillerait à ce que les objectifs fixés pour les femmes et les jeunes soient atteints grâce à un suivi rigoureux, et que les activités de renforcement des capacités fournies par l'entreprise contribueraient aux effets escomptés pour ces groupes. La direction a également explicité la stratégie utilisée pour la gestion des risques de change.

Futuro: Microfinance inclusive au Mozambique (EB 2021/134/R.16)

34. Futuro McB est une institution de microfinance établie dans la province de Nampula. Fondée en 2017, elle a octroyé des prêts individuels et collectifs à quelque 6 300 emprunteurs, et offre également des services d'épargne et d'assurance. La proposition porte sur un prêt de premier rang de 2 millions d'USD visant à renforcer la viabilité de cette société et à lui permettre d'étendre, d'ici la fin de 2025, ses services à 21 000 autres emprunteurs, dont 75% de femmes et 30% de jeunes. Cette enveloppe devrait lui permettre d'élargir son portefeuille de prêts pour le faire passer de 2,5 millions d'USD à 4,2 millions d'USD d'ici la fin de 2022 et d'attirer de nouveaux investisseurs.
35. Tout en acceptant, au cours de la discussion, d'apporter un complément de réponse par écrit, l'équipe de projet a justifié la demande d'un prêt de premier rang par le fait qu'il était plus avantageux en termes de prime de risque et qu'il était le mieux adapté pour permettre à l'institution financière d'élargir son portefeuille de prêts. Il a par ailleurs été recommandé à la direction de ne pas perdre de vue qu'un accroissement du volume des prêts octroyés par cette société pourrait affecter l'accès des petits exploitants agricoles à ses services. La direction s'est toutefois déclarée convaincue que l'objectif relatif au pourcentage de femmes bénéficiaires pourrait être atteint, étant donné que la société en question avait été fondée par des femmes et possédait une solide expérience dans ce domaine. Tout comme pour l'investissement à Madagascar, la direction a exposé les stratégies du FIDA en matière de gestion du risque de change, relevant au passage qu'un tel risque était encore en cours d'examen.

F. Amérique latine et Caraïbes**Haïti: Projet d'économie bleue inclusive (EB 2021/134/R.44)**

36. Conçu en collaboration avec plusieurs ministères, ce projet contribuera à une transformation durable et inclusive des collectivités côtières haïtiennes vivant dans l'aire protégée des Trois Baies dans le département du nord-est, à la frontière avec la République dominicaine, et dans une partie du nord du pays. Son coût total est estimé à 26,6 millions d'USD, dont 14 millions d'USD sont apportés par le FIDA.
37. Les représentants ont salué la conception du projet et la présence du FIDA dans un pays fragile, et invité la direction à expliquer comment elle entendait mettre ce projet à l'abri des fluctuations des taux de change. La direction a confirmé qu'une réponse écrite serait fournie pour justifier la classification du projet et apporter de plus amples précisions sur ses sous-éléments et sa structure de coûts.

Guatemala: Programme d'options stratégiques pour le pays (EB 2021/134/R.27)

38. Le programme d'options stratégiques pour le Guatemala, qui couvrira la période 2022-2027, cherche globalement à lutter contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire des populations rurales vivant dans des conditions précaires dans les zones les plus déshéritées du pays, en mettant plus particulièrement l'accent sur les populations autochtones, les femmes, les jeunes et les personnes handicapées. Le COSOP a deux objectifs stratégiques: i) les petits exploitants ruraux pauvres ont accès à des moyens d'existence équitables et durables; ii) les ménages ruraux pauvres vivant dans les collectivités les plus vulnérables accroissent leur capacité d'adaptation et leur résilience face aux changements climatiques et à l'instabilité. Le groupe cible se compose de 360 000 ménages de petits exploitants menant des activités agricoles ou non agricoles caractérisées par une faible productivité, générant de faibles revenus et hautement vulnérables sur le plan climatique.
39. Durant la discussion, les représentants ont pris note des partenariats noués dans le cadre de ce COSOP avec le Fonds vert pour le climat, le Fonds pour l'environnement mondial, le Fonds pour l'adaptation et le Programme élargi d'adaptation de l'agriculture paysanne.